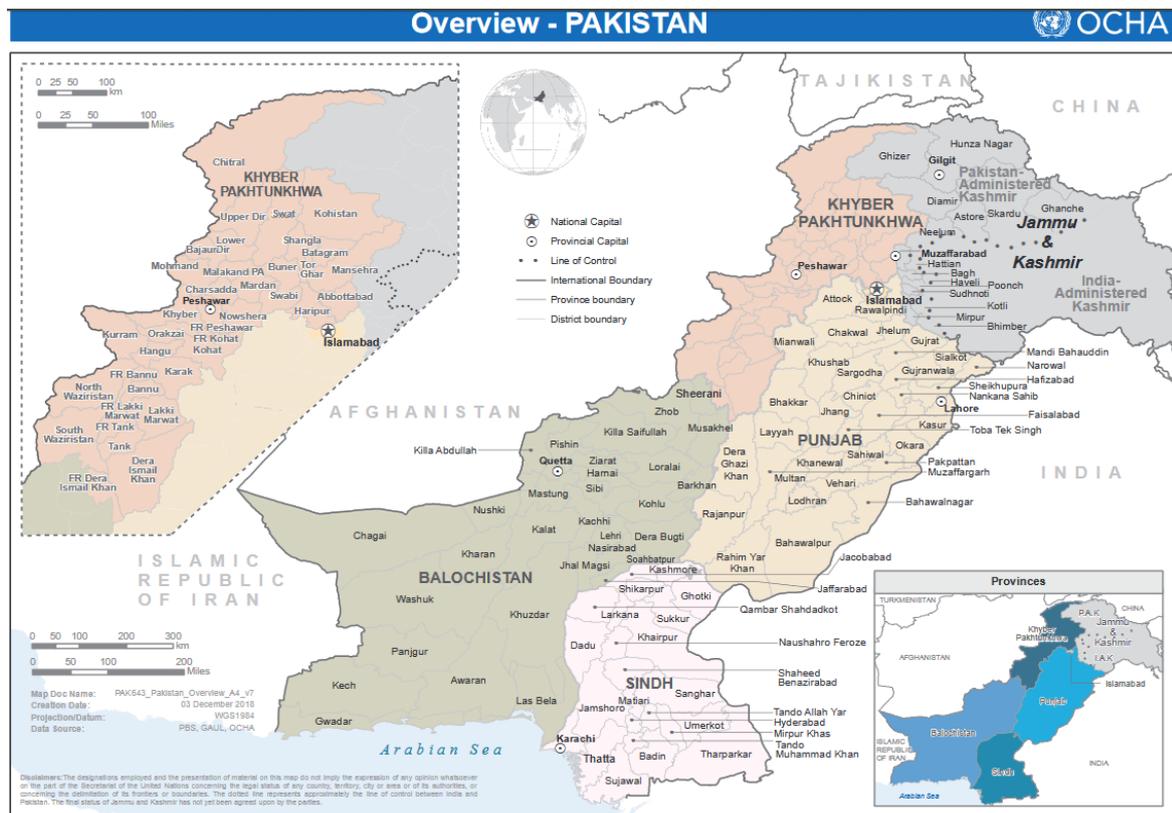


Factsheet République Islamique du Pakistan

Septembre 2021

1 Facts & Figures



[Carte](#), UNOCHA, 2018

Population: 238 millions ([estimation juillet 2021](#)).

Groupes ethniques: Punjabi 44,7 %, Pashtun (Pathan) 15,4 %, Sindhi 14,1 %, Saraiki 8,4 %, Muhajir 7,6 %, Balochi 3,6 %, autres 6,3 %.

Langues: Pendjabi 48 %, sindhi 12 %, saraiki (variante du pendjabi) 10 %, pachto 8 %, ourdou (langue officielle) 8 %, baloutche 3 %, autres 11 % ; anglais (langue officielle et lingua franca de l'élite et de l'administration pakistanaises).

Religions: Musulmans (l'islam est la religion d'État) 96,5% (sunnites 85-90%, chiites 10-15%), autres (y compris chrétiens et hindous) 3,5% ([estimations 2020](#)).

République parlementaire, avec un grand pouvoir des militaires et peu de marge de manœuvre pour la société civile. Bien qu'il existe une [séparation des pouvoirs](#), le parlement et le pouvoir judiciaire n'exercent leur fonction de contrôle que dans une mesure limitée. En particulier dans le domaine de la sécurité et de la politique étrangère, [l'influence](#)

[des militaires](#) est grande. Le champ d'action des organisations de la société civile est [de plus en plus restreint](#).

Corruption, manque de transparence, népotisme. La politique et l'administration du Pakistan se [caractérisent](#) par un manque de transparence, la corruption, le népotisme et la poursuite d'intérêts tribaux. Le Pakistan est classé [124e sur 180](#) dans l'indice de perception de la corruption.

Réfugiés afghans. Environ [1,4 million](#) de réfugié-e-s afghan-e-s sont officiellement enregistré-e-s au Pakistan. En outre, on estime qu'entre [un](#) et [deux](#) millions d'Afghan-e-s vivant au Pakistan ne sont pas enregistré-e-s. Ces dernières années, le gouvernement pakistanais s'est efforcé de les rapatrier. En outre, une [clôture frontalière](#) est en cours de construction pour empêcher un plus grand nombre de réfugié-e-s afghan-e-s d'entrer dans les [villes pakistanaises](#) après la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan.

La peine de mort a été réintroduite en 2014. À la fin de 2020, plus de [4 600 personnes](#) se trouvaient dans le couloir de la mort. Au moins 511 personnes ont été exécutées depuis que le Pakistan a levé le moratoire sur la peine de mort en décembre 2014. Les personnes condamnées à mort font souvent partie des groupes les plus marginalisés de la société.

2 Profils à risque

- **Ahmadis** : des poursuites au titre de la loi sur le blasphème ainsi que des [lois anti-Ahmadi](#) spécifiques, le code pénal pakistanais traite l'« usurpation d'identité d'un musulman » comme une infraction pénale. En mai 2020, le gouvernement a exclu les Ahmadis de la [Commission nationale pour les minorités](#), et des persécutions et des discriminations non gouvernementales ont lieu.
- **Autres minorités religieuses : les Hazaras, les chiïtes, les bahaïs, les hindous, les convertis, les chrétiens**, peuvent être condamnés à mort en vertu de la loi sur le blasphème, être victimes de persécutions non étatiques et de discriminations.
- **Minorités ethniques** : selon le contexte local discrimination, stéréotypes, punitions collectives.
- **Femmes** : viols, crimes d'honneur, attaques à l'acide, violence domestique et mariage forcé.
- **Enfants**: mariage forcé, abus sexuels.
- **Opposant-e-s politiques**: arrestations, intimidations.
- **LGBTIQ** : poursuites pénales, homophobie, notamment nombreuses attaques contre les personnes transgenres.
- **Militant-e-s des droits de humains et professionnel-le-s des médias** : persécution étatique et non étatique, intimidation, menaces, emprisonnement.

3 Développements récents

Élections parlementaires 2018 : le 25 juillet 2018, des [élections parlementaires](#) ont eu lieu et l'ancienne star du cricket Imran Khan et son parti Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI) sont sortis vainqueurs. Imran Khan est le nouveau Premier ministre.

Incorporation des FATA dans la province de KP. En mai 2018, la Constitution du Pakistan a été modifiée pour permettre [l'incorporation](#) des zones tribales sous administration fédérale (FATA) dans la province de Khyber-Pakhtunkhwa (KP).

Situation complexe en matière de sécurité avec diverses lignes de conflit ; mouvements séparatistes et extrémistes. La [sécurité intérieure du Pakistan](#) est menacée par l'instabilité politique et économique, les conflits ethniques et religieux et l'extrémisme religieux. La violence militante est principalement due à l'insurrection séparatiste au Baloutchistan et à l'instabilité dans le nord-ouest du pays, dans la province de KP et les anciennes zones tribales.

Les attaques des groupes terroristes font des centaines de victimes civiles. Les groupes militants et terroristes, notamment le [Tehrik-i-Taliban au Pakistan \(TTP\)](#), le [Lashkar-e-Jhangvi](#) et l'[État islamique de la province de Khorasan/Daesh \(IS\)](#), mènent des attaques contre des civil-e-s, des professionnel-le-s des médias, des chefs tribaux, des forces de sécurité ou des écoles. Ils ont tué et blessé des centaines de personnes par des attentats à la bombe, des attaques suicides et d'autres formes de violence. Les groupes militants et terroristes s'attaquent souvent aux minorités religieuses. Les groupes séparatistes, tels que le Front de libération baloutche, attaquent principalement les forces de sécurité pakistanaises et les institutions gouvernementales.

Détérioration des relations avec l'Inde. Les relations entre le Pakistan et l'Inde, qui ont toujours été tendues, se sont encore [détériorées](#). Après que le gouvernement indien a révoqué l'autonomie constitutionnelle de l'État de Jammu-et-Cachemire en septembre 2019, le Pakistan a réduit ses relations diplomatiques et a sollicité une intervention internationale sur la question du Cachemire auprès des Nations unies, de l'UE et de l'Organisation de la coopération islamique en 2020.

4 Actions des autorités contre les dissidents et personnes critiques

Disparitions, détentions sans inculpation, meurtres. Les autorités ont réprimé encore [plus durement](#) les médias, la société civile et l'opposition politique en 2020. Une fois encore, de nombreux cas de disparitions forcées ont été recensés ; dans aucun cas, les auteurs n'ont eu à répondre de leurs actes. Parmi les personnes touchées par cette pratique ces dernières années figurent des défenseurs-euses des droits humains, des militant-e-s politiques, des étudiant-e-s et des journalistes peu connus en dehors de leur communauté. Selon *Amnesty International*, des [détracteurs-euses connu-e-s](#) du gouvernement ont également été touché-e-s. Les forces de l'ordre pakistanaises ont été responsables d'autres violations des droits humains, notamment de [détentions sans inculpation et d'exécutions extrajudiciaires](#).

Législation antiterroriste. Les droits fondamentaux ont été suspendus par le biais d'une législation antiterroriste renforcée à plusieurs reprises. Par exemple, les pouvoirs des autorités de sécurité ont été considérablement étendus et les civil-e-s soupçonné-e-s de terrorisme peuvent être jugé-e-s par des [tribunaux militaires](#). Les autorités ont également utilisé les dispositions draconiennes de la [lutte contre le terrorisme](#) contre les groupes de la société civile et les organisations qui critiquent les mesures ou les politiques du gouvernement.

La loi sur le blasphème n'est pas seulement utilisée contre les minorités religieuses, mais aussi contre les personnes critiques. Si, par le passé, les [lois vagues et générales sur le blasphème](#) étaient principalement utilisées contre les minorités religieuses fortement

marginalisées, elles sont aujourd'hui également utilisées pour poursuivre des artistes, des défenseurs-euses des droits humains ou des journalistes.

Poursuites pénales sous le prétexte de corruption. Le « [National Accountability Bureau](#) », l'agence anti-corruption du Pakistan, intimide, harcèle et détient les opposant-e-s politiques et les critiques du gouvernement. Le 12 mars 2020, des agents du NAB ont arrêté Mir Shakil-ur-Rehman, le rédacteur en chef du groupe Jang, le plus grand groupe de médias du Pakistan, sur des accusations liées à une transaction immobilière vieille de 34 ans. Il a été libéré sous caution après [200 jours de détention](#).

Une pression accrue sur les médias. Les autorités ont renforcé leur contrôle sur les médias et les professionnel-le-s des médias ont fait état d'une pression et d'une censure croissantes. Ils sont confrontés au harcèlement, aux intimidations, à la censure et aux arrestations. Dans une déclaration commune publiée le 12 août 2020, au moins [16 journalistes](#) ont fait état d'intimidations et de menaces systématiques de la part de l'équipe du parti au pouvoir chargée des médias sociaux, notamment lorsqu'ils exprimaient des critiques à l'égard du gouvernement.

Renforcement de la répression de l'opposition politique. Fin septembre 2020, le gouvernement a intensifié sa [répression à l'encontre des dirigeant-e-s de l'opposition](#) après la formation d'une alliance d'opposition. Le 29 septembre 2020, Shahbaz Sharif, un haut dirigeant de l'opposition, a été arrêté à Lahore et l'ancien président Asif Ali Zardari a été inculpé à Islamabad, tous deux pour blanchiment d'argent à des fins politiques. Le 5 octobre 2020, l'ancien Premier ministre Nawaz Sharif a été accusé de « sédition ».

Pression sur les ONG locales et internationales. Des [organisations non gouvernementales \(ONG\)](#) ont fait état d'actes d'intimidation, de harcèlement et de surveillance de diverses personnes par les autorités gouvernementales. Le gouvernement a utilisé la « réglementation des ONGI au Pakistan » pour faire obstacle à l'enregistrement et au travail des groupes humanitaires internationaux et des groupes de défense des droits humains.

5 Pratique de autorités suisses

Chiffres du SEM pour 2021 ([jusqu'en août 2021](#)). Taux de reconnaissance 15.3%; Taux de protection 30.5% (Décisions positives + Admissions provisoires)